Débat d'orientation budgétaire 2021

Ce débat constitue une première étape du cycle budgétaire de l'action de la commune. Il précède l'examen du budget primitif et du budget annexe de l'eau et de l'assainissement en Conseil Municipal. Le DOB n'a cependant aucun caractère décisionnel.

La loi du 06/02/1992, impose ce débat aux communes de 3500 habitants et plus, il n'est donc pas obligatoire pour la commune de Coaraze mais le conseil municipal a décidé de sa propre volonté de l'instituer afin :

- D' informer les conseillers municipaux de la situation financière de la commune avant le vote du budget.
- De présenter les orientations budgétaires de l'année en cours .

1) Contexte économique national

Une économie française durement touchée par la pandémie COVID-19. Dans ce contexte incertain quand à la durée du confinement et à la hauteur de la 2ème vague, *la croissance française* devrait chuter de - 10,3 % en 2020 avant de rebondir à 5,7 % en 2021.

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est d'ores et déjà impressionnant. Au premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 milliards € (1,3 % de PIB) et à 6,6 milliards € pour 2021. Malgré cela, *le taux de chômage* devrait culminer audessus de 11 % d'ici à la mi-2021, pour diminuer ensuite et atteindre 8 % vers la fin de 2022.

Au regard de la hausse attendue du chômage, *l'inflation* devrait être principalement guidée par les prix du pétrole et rester faible un certain temps : après 1,1 % en 2019, l'inflation française devrait à peine atteindre 0,5 % en moyenne en 2020 et demeurer à 0,6 % en 2021.

2) <u>Loi des finances 2021: les grandes orientations qui affectent le budget communal</u>

La loi de finances pour 2021 prévoit dans ses grands axes :

- La suppression des dégrèvements de TH, le produit de la TH est affecté au budget de l'Etat et le bloc communal est compensé par de nouvelles ressources fiscales (le produit du foncier bâti des départements). En conséquences, les collectivités ne doivent plus voter le taux de la taxe d'habitation. Pour les communes, le taux de référence de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) 2021 est égal à la somme du taux communal et du taux départemental de TFPB votés en 2020, sachant que le taux départemental 2020 s'élève à 10,62%.

Le taux applicable sur la commune de COARAZE sera de 22,62% (perte de 2,68% étant donné que le taux appliqué pour la TH était de 13,30 %)

Cependant ,la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la taxe sur les logements vacants sont maintenues respectivement.

- L'automatisation du FCTVA dès 2021

L'éligibilité de la dépense au FCTVA ne sera plus fonction de sa nature juridique mais de son imputation comptable. Certaines dépenses (travaux de lutte contre les avalanches, de défense contre la mer, investissements sur le domaine public fluvial, ...) sont exclues de ce traitement automatisé. Un décret précisera l'assiette des dépenses entrant dans le champ de l'automatisation.

- Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols

Le taux de la taxe d'aménagement compris entre 1 et 5 % (5% pour la commune de COARAZE) peut être majoré mais de façon très contrainte pour financer uniquement des travaux substantiels de voirie, de réseaux ou la création d'équipements publics généraux. Il sera également possible d'exonérer de taxe d'aménagement des places de stationnement intégrées au bâti pour réduire la surface au sol dédiée aux stationnements.

3) <u>Les tendances des finances locales: présentation des masses budgétaires et des principaux agrégats.</u>

Section Fonctionnement

	DEPENSES		
	2019	2020	Evolution %
Charges à caractère générale	279 249	306 913	+ 9,90
Charges de personnel	332 483	333 100	+ 0,18
Atténuations de produits (FPIC)	2 741	2 388	- 12,87
Autres charges gestion courante	85 077	74 978	-11,87
Charges financières	9 365	13 022	+ 39,04
Charges exceptionnelles	1 348	400	- 70,32
Total Dépenses réelles de fonctionnement	710 263	730 800	+ 2,89

Cette augmentation des dépenses se traduit par :

- Une augmentation du cout des entretiens de terrains
- Augmentation des fournitures d'entretien et vêtements de travail.
- Augmentation des dépenses de voirie.
- Augmentation des intérêts d'emprunts dû au parking.
- Honoraires avocat plus importante.

RECETTES							
	2019	2020	Evolution %				
Atténuations charges (IJ cpam)	9 982	14 610	+ 46,36				
Produits des services	74 551	45 300	- 39,24				
Impôts et taxes	484 646	496 986	+ 2,54				
Dotations et participations	116 769	117 729	+ 0,82				
Autres produits gestion courante	93 644	73 866	- 21,12				
Produits exceptionnels	9 103	15 795	+ 73,51				
Total Recettes fonctionnement	788 695	764 286	- 3,09				
Report Excédent de fonctionnement N-1	516 483	175 853	- 65,95				
Total Recettes cumulées de fonctionnement	1 305 178	940 139					

Cette diminution des recettes se traduit par :

- redevance cantine scolaire diminuée suite à la fermeture de l'école (COVID)
- sur exercice 2019 rattrapage loyers 2016/2017 orange soit 19 000 €
- Pour info : le report de fonctionnement c'est amoindri du faite d'un virement de 419 061 € en section d'investissement.

Ratios

ANALYSE EQUILIBRES FINANCIERS								
Chiffres clés	En milliers d'€	€/HAB	En milliers d'€	€/HAB	Evoluti on			
	2019	2019	2020	2020	%			
Total des produits de fonctionnement	788 695	927	764 286	899	- 3			
Total des charges de fonctionnement	710 264	835	730 800	859	+ 2,9			
Total des ressources d'investissement	1 336 148	1 570	684 177	804	- 48			
Total des dépenses d'investissement	404 946	475	1 191 669	1 401	+ 194			
Encours de la dette au 31/12 /2019	944 635	1 110	901 930	1 061	- 4,52			

EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT							
	2019 2020 2021						
CAF	412 543 €	369 761 €	209 339 €				

La Capacité d'autofinancement (CAF) brute, représente le résultat excédentaire de la section de fonctionnement. Elle est calculée par la différence entre les produits réels de fonctionnement + report excédent N-1 et les charges réelles de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement accuse une baisse de 49% depuis 2019. Cette chute brutale se caractérise par un virement en section investissement d'un montant de 419 061 € pour le financement d'une partie du parking ainsi que les travaux intempéries des Faisses.

La baisse ainsi créer est une alerte à prendre en compte qui engage à rechercher des économies ainsi que des nouvelles recettes car la section fonctionnement du budget doit dégager un excédent pour alimenter la section investissement dont les capacités sont actuellement diminuées.

Epargne brute

L'épargne brute est calculée en fonction du compte administratif. Elle représente l'excédent des produits réels de fonctionnement – titres émis – sur les charges réelles de fonctionnement – mandats émis.

C'est un indicateur permettant de vérifier que le paiement des annuités d'emprunt est assuré et qu'à minima une partie des dépenses d'investissements peut être autofinancé.

Pour la commune en 2020, l'épargne brute s'élève à 33 486 €. Elle ne permet donc pas payer de payer l'annuité d'emprunt s'élevant à 65 401.80 € pour l'année 2021.

Cette indicateur nous met donc en alerte sur le fait que nous devons impérativement effectuer un travail de restructuration sur la partie fonctionnement dès à présent. Diminuer les charges compressibles au maximum et aller chercher de nouvelles recettes afin de retrouver rapidement une épargne suffisante pour payer l'annuité d'emprunt.

Dépenses de personnel

Il faut savoir qu'en moyenne ceux ci représentent 35 à 50% des dépenses de fonctionnement, c'est a dire le poste le plus important.

dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

333 100 / 730 800 = **45,6%** Moyenne strate : 44,3%

Plus la part des dépenses de personnel dans les dépenses réelles de fonctionnement sera élevée et plus cela limitera nécessairement l'autofinancement disponible et donc la capacité d'investissement de la commune. Maitriser l'évolution de cette dépense est donc fondamental. Plusieurs pistes sont à l'étude avec l'appui du centre de gestion.

Etat de la dette

Budget Communal 2021

08/02/2021 15:29

ECHEANCIER DES EMPRUNTS pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Date Objet de la dépense Compte Organisme prêteur Durée/ Type Dette en capital Annuités à Dont												
échéance	Objet de la depense	Compte	Organisme preteur	Durée/ périodicité.	Type d'emprunt		à l'origine	payer pour			sements	
001100				taux,	a ciipiani	1	au 1er jan.	l'exercice	Imputation	Montant	Imputation	Montant
MOIS DE	JANVIER											
07/01/2021	CONSTRUCTION PARKING JF0713	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#	600000.00 579616.36	8292.42	66111	1463.53	1641	6828.89
07/01/2021	ACQUISITION CELESCHI JF0697	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#	100000.00 96602.73	1382.07	66111	243.92	1641	1138.15
TOTAL D	U MOIS DE JANVIER							9674.49		1707.45		7967.04
MOIS DE	MARS											
15/03/2021	construction PAJ 7465	1641	C.R.C.A.M.	240 / 12 3.1800%		#	400000.00 225710.99	26703.84	66111	7177.61	1641	19526.23
TOTAL D	U MOIS DE MARS							26703.84		7177.61		19 526 .23
MOIS DE	AVRIL											
07/04/2021	CONSTRUCTION PARKING JF0713	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#		8292.42	66111	1446.29	1641	6846.13
07/04/2021	ACQUISITION CELESCHI JF0697	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#		1382.07	66111	241.05	1641	1141.02
TOTAL D	U MOIS DE AVRIL							9674.49		1687.34		7987.15
MOIS DE	JUILLET											
07/07/2021	CONSTRUCTION PARKING JF0713	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#		8292.42	66111	1429.00	1641	6863.42
07/07/2021	ACQUISITION CELESCHI JF0697	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#		1382.07	66111	238.17	1641	1143.90
TOTAL D	U MOIS DE JUILLET							9674.49		1667.17		8 007 .32
MOIS DE	MOIS DE OCTOBRE											
07/10/2021	CONSTRUCTION PARKING JF0713	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#		8292.42	66111	141 1.67	1641	6880.75

Page 1

Montants exprimés en euros

Mairie de COARAZE Hôtel de Ville 6 Place du Portal 06390 COARAZE

Budget Communal 2021

08/02/2021 15:29

ECHEANCIER DES EMPRUNTS pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Date éché ance	Objet de la dépense	Compte	Organisme prêteur	Durée/ périodicité, taux,	Type d'emprunt	#	tte en capital à l'origine au 1er jan.	Annuités à payer pour l'exercice	Intéré	ts+Frais Montant		ssements Montant
07/10/2021	ACQUISITION CELESCHI JF0697	1641	C.R.C.A.	240 / 3 1.0100%		#		1382.07	66111	235.28	1641	1146.79
TOTAL D	U MOIS DE OCTOBRE							9674.49		1646.95		8027.54
TOTAL D	E LA SELECTION :					#	1100000.00 901930.08	65401.80		13886.52		51 515.28

Encours de la dette

L'encours de la dette de la commune situe l'importance de son endettement existant. Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement 65 402 / 764 286= **8.55%**

Dette par habitant

65 402 / 851 = 77 €

Plus l'endettement de la commune est élevé et moins l'autofinancement disponible pour de nouveaux investissements pourra être important, car l'autofinancement sert avant tout à rembourser le capital emprunté des années passées.

La capacité de désendettement

Ce ratio est un indicateur de solvabilité. La collectivité est-elle en capacité de rembourser sa dette ? Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles. Un ratio de désendettement de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans la situation devient dangereuse.

capital restant dû / épargne brute $901\ 930\ /\ 34\ 486 = 26$ ans

Durée moyenne de vie des emprunts actuels : 18 ans

A noter quand même que dans ce ratio, n'est pas pris en compte l'excédent de fonctionnement reporté de l'année N-1

<u>Fiscalité</u>

TAUX	TAUX APPLIQUÉS DEPUIS 2008	TAUX MOYEN APPLIQUÉS CCPP
Taxe Habitation	13,30	15,10
Foncier bâti	12,00	12,16
Foncier non bâti	40	31,01

A noter : Le taux des impôts locaux de la commune sont inchangés depuis 2008. Cette option correspond à un choix du conseil municipal.

Il serait peu être envisageable de revoir ces derniers au vue de la suppression des dégrèvements de TH qui va engendrer sur 2022 pour la commune, une perte de 2,68%.

<u>Pistes d'actions à entreprendre pour réduire les dépenses et augmenter les</u> recettes de fonctionnement

1. La mise en gestion des gîtes communaux à partir de 2022 (diminution des charges de personnel ainsi que des charges courante.

	COUT	GITES ANNEE	E 2020	
Salaires				
Tillie		14 613,76 €		
Mat		13 075,74 €		
Frais				
électricité		2 974,36 €		
internet		1 728,00 €		
travaux élec	triques	232,20 €		
fournitures e	entretien	500,99 €		
lazure gites		74,90 €		
plomberie C	oquelicot	1 859,00 €		
ramonage gî	tes	330,00 €		
Avantages e	n nature :			
	Loyer	7200		
	Eau non fact	1000		
	TOTAL	43 588,95 €		
RECETTES G	ites 2020	15 482,32 €		
			COÛT	28 106,63

2. Les travaux de rénovation de la maison Celeschi pour pouvoir encaisser un loyer rapidement étant donné que l'emprunt concernant l'achat est déjà en cours.

Plan de financement:

Total emprunt = 690€

Loyer Prévisionnel: 850€ Différentiel foncier: 160€

- 3. Diminution du transfert entre budget annexe de l'eau et budget principal (environ 7 000€ pour 2021 contre 14 000€ en 2020)
- 4. Revoir à la baisse les frais de télécommunication. Ils représentent 14 117 € soit 5% des charges à caractère général.
- 5. Renégocier les contrats credit bail (photocopieur) 28 941 € soit plus de 9% des charges à caractères général.
- 6. Faire un point sur contrat assurance mairie et renégocier ces derniers. 21 312€ soit 7% des charges à caractère général.
 - 7. Diminution prévisionnel du montant des subventions à verser aux associations.
 - 8. Revoir dans son ensemble les contrats avec les prestataires de services.

Section Investissement

	DEPENSES		
	2019	2020	Evolution %
Dépenses d'équipement	368 380	1 148 400	+ 211,74
Remboursement du capital de la dette	36 566	43 270	+ 18,36
Total Dépenses réelles de fonctionnement	404 946	1 191 670	+ 194,28

Cette augmentation se traduit en partie par :

- déblocage fonds parking pour 382 374 €
- déblocage à hauteur de 95% des fonds pour intempéries Faisses : 369 000 €
- Achat Celeschi pour 120 000€
- voirie 2019 62 964 €
- Performance énergétique école pour 105 372 €

	RECETTES		
	2019	2020	Evolution %
Report excédent investissement N-1		595 229	
Subventions d'investissement	224 688	205 680	- 8,46
Dotations fonds divers (FCTVA, TA, virement section fonctionnement)	411 460	477 740	+ 16,11
Emprunt	700 000	0	
Total Recettes réelles d'investissement	1 336 148	1 279 406	- 4,25

Sur l'exercice 2020, la section investissement dégage donc un excédent de 87 736 €.

L'investissement sur les projets en continuité

- 1. Le parking: augmentation de la ligne de 556 000€. (voir délibération pour explication plan de financement et nouvelles demandes de subvention)
- 2. Ludothèque: lancement dossier de demande de subvention.
- 3. Plateforme DZ ou aire de posée pour un montant de 25 000€
- 4. Rénovation du four communal: en attente retour subvention
- 5. Aménagement village Jardin cimetière accès salle cadran solaire: pour un montant de 45 000€
- 6. Travaux Maison Celeschi: en attente chiffrage travaux par l'entreprise IC Bat pour effectuer demande de subvention.

L'investissement sur les nouveaux projets en cours d'étude

- 1. Achat Maison Millo pour installation commerce. Une proposition écrite a été faite pour un montant de 270 000€. Projet pouvant être subventionnable à hauteur de 70%
- 2. Voirie 2021 pour un montant de 50 000€
- 3. Performance énergétique Mairie: étude à réaliser

Budget annexe de l'eau

Le compte administratif du budget annexe de l'eau n'ayant pas encore été communiqué, il sera présenté en détails lors du vote du budget.

Concernant les nouveaux investissements a inscrire, il a été noté:

- 1. La rénovation de la station de pompage pour un montant de 180 000€ subventionnable à hauteur de 70%.
- 2. STEP phase 2 à hauteur de 80 000€ (montant global projet 160 000€)
- 3. Inspection générale des réseaux assainissement : étude à effectuer
- 4. Etudes et exécution Pluviale village (dissociation eaux usées) + étude pluviale sur toute la commune.

4) En conclusion

Les dépenses de fonctionnement sur l'exercice 2021 devront être maitrisées et revues à la baisse afin de dégager une épargne brute nécessaire pour le remboursement de la dette et le financement des projets d'investissements.

Les cherches de nouvelles recettes sont à poursuivre.

En terme d'investissement, les nouvelles propositions faites permettront de dégager essentiellement une recette de fonctionnement (Achat Millo et Travaux Celeschi).

Le parking va vraisemblablement nous mener à un emprunt supplémentaire.

Il faudra donc être vigilant sur les projets à venir et privilégier le recours à un maximum de demande de subvention avant le recours à un éventuel emprunt.